

Cot ou se délimitent de Claude Bourdet. Mais en même temps ils s'efforcent de discréditer la gauche, non seulement en lui attribuant une activité fonctionnelle, mais en laissant croire que c'est elle qui a favorisé indirectement par sa position les excès sectaires dans le langage et l'action.

L'accusation de « fractionnisme », ennemi n° 1 de partis bureaucratiques, est lancée contre tout élément qui, sans possibilité aucune de faire connaître lui-même ses idées, ses divergences éventuelles et de les discuter démocratiquement dans son parti, se voit acculé à dissimuler aux policiers bureaucratiques ses contacts avec les membres de sa propre organisation. Le seul fait d'un entretien entre deux membres du Bureau Politique, dont l'un est secrétaire du parti, est caractérisé de crime fractionnel et, sur la base d'une telle accusation, sans permettre au parti de connaître avant tout les divergences politiques et de juger sur le fond politique de l'affaire, on l'appelle à condamner les « coupables » que l'on somme d'autre part quotidiennement de faire « leur autocritique ».

Cette opération révoltante de bureaucratisme est présentée comme d'habitude comme une manifestation éclatante du caractère « démocratique » du parti qui ne ménage aucun dirigeant qui avoue une faute et qui ne craint pas « l'autocritique ouverte ». Quel cynisme et quelle comédie !

Et on ne manque pas d'être étonné de voir que cet aspect antidémocratique flagrant de l'opération montée contre deux dirigeants communistes a presque complètement échappé à tous ces « démocrates » compagnons de route et autres sympathisants du P.C., qui n'ont vu que le châtement, probablement « juste » selon eux, des « gauchistes » et des « sectaires ». Tant la position sociale de chacun est en politique infiniment plus déterminante que le culte verbal de la « démocratie » ! Mais ces « démocrates » se trompent lourdement en accusant Marty et Tillon de représenter l'aile « sectaire ». S'il y a actuellement une position sectaire qui bloque toute évolution progressive possible en France, c'est bien l'attitude que les Ducloux, Lecœur et Cie accentuent envers le Parti socialiste. Dire comme Lecœur l'a fait dans son intervention au Comité Central de septembre que « l'obstacle essentiel » dans la « voie de l'unité d'action est la social-démocratie », et souligner qu'« il est impossible d'avancer dans l'unité d'action sans dénoncer au préalable la social-démocratie », c'est-à-dire refuser le front unique de parti à parti et appeler pratiquement les militants socialistes à désertier leur parti, signifie tourner carrément le dos de la manière la plus sectaire à toute possibilité réelle de réaliser le front unique du prolétariat et de l'élargir aux masses petites bourgeoises pauvres des villes et des campagnes.

Ces masses se trouvent organisées ou orientées politiquement quelque part et si elles

n'ont pas jusqu'à maintenant rejoint le P.C., cela veut dire qu'elles gardent une certaine confiance en un autre parti. Le seul moyen de réaliser dans l'immédiat le front unique avec elles, c'est de le réaliser avec leur parti, en l'occurrence le Parti socialiste. Que la direction de celui-ci accepte ou refuse n'est pas déterminant pour une campagne systématique de front unique de parti à parti lancée en direction du P.S., de la même manière que la C.G.T. par exemple l'a fait en direction des autres centrales. Si cette campagne est bien menée et suscite un fort mouvement à la base en faveur du front unique, la direction socialiste acceptera ou se démasquera, et ainsi seulement perdra sa base à la suite d'une telle campagne.

Mais aussi longtemps qu'on veut en réalité réajuster ce **Front National Uni** en exigeant que les masses désertent par avance les partis auxquels elles ont encore confiance, on poursuit une campagne vide de tout sens concret. La politique du Front National Uni est inexorablement vouée à l'échec parce que les objectifs du Front ne peuvent mouvoir ni le prolétariat, ni les masses petites bourgeoises pauvres, et parce qu'envers le seul parti qui représente en réalité surtout le gros de celles-ci, le P.S., la direction du P.C. adopte une attitude sectaire et criminelle.

Une véritable politique de front unique de parti à parti avec le P.S. est à l'heure actuelle seule capable de souder l'unité d'action du prolétariat, de l'élargir aux masses petites bourgeoises pauvres du pays (l'élargissement du Front à des couches bourgeoises « démocratiques », « anti-américaines » étant du domaine des rêves pieux que le Kremlin entretient pour servir exclusivement ses opérations diplomatiques en direction de la France) et d'ouvrir ainsi de véritables perspectives politiques nouvelles : celles du gouvernement ouvrier socialiste-communiste, ou même d'un gouvernement socialiste appuyé par le P.C. En dehors d'une telle politique et de telles perspectives immédiates possibles, sur la base d'une action unie du prolétariat et des couches pauvres de la petite bourgeoisie, il n'y a aucune autre voie réaliste, aucun autre moyen de provoquer le « changement d'orientation politique » du pays et non pas simplement le « changement d'un ministre ou d'un gouvernement ».

Aussi longtemps que la direction du P.C. spéculera avant tout sur les « contradictions » interimpérialistes et internes de la bourgeoisie française et maintiendra sa position sectaire envers le P.S., elle ne consolidera aucun « Front » ni « national » ni autre, mais sabotera pratiquement la consolidation du seul front actuellement possible : celui du prolétariat allié aux masses petites bourgeoises pauvres de la ville et des campagnes.

Ses tournants successifs, brusques et contradictoires des derniers mois, la démonstration